

LECO

de la semaine

19 au 25 Octobre 2024



SOMMAIRE

Perspectives - Le tourisme maintient le cap de ses objectifs	2
Agriculture - Autonomisation des jeunes paysans.....	2
Projection - La Banque mondiale prévoit une croissance de 4,5 %	3
Intelligence artificielle : Vers une transformation digitale au sein des entreprises	3
Secteur de l'élevage : Le plan directeur en cours de l'élaboration.....	3
Diagnostic pour Madagascar - Le FMI prévoit 4,2% de croissance	4
Télécommunications - Une fibre optique à moins de 50 000 ariary	5
Transports maritimes - Le cabotage national lève l'ancre à Toamasina.....	5
Réhabilitation de la RN7 : L'investisseur turc « ASER » disposé à apporter sa contribution	6
Développement agricole : Mobilisation de ressources adaptées, évoquée par la FAO	7
Technologies - L'intelligence artificielle menace l'emploi.....	7
CEO SUMMIT 2024 - Réunionnais et Mauriciens à pied d'œuvre	8
Filière litchi : Traçabilité de la production et suivi RSE via un système de digitalisation	8
David Ralambofiringa : Descente sur terrain dans la région Vakinankaratra	9
Fampiroboroboana ny jono madinika : 82 tapitrisa dolara ny filàna ara-bola anatin'ny 5 taona	10
Exportation : Production précoce de litchis cette année.....	10
Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI : Série de réunions sur des secteurs porteurs à Washington	11
Entreprises : RACS, s'installe à Madagascar.....	11
Transition énergétique : le secteur privé engagé dans la promotion de la cuisson propre	12
Intégration régionale : Madagascar ratifie la Zlecaf.....	12
Exportation : Des smokings valent 110 millions de dollars.....	13
Avenir énergétique durable : Partenariat noué avec USAID et Power Africa	13
Port d'Ehoala : 1 314 navires reçus en 15 ans.....	14
Secteur minier : l'Allemagne s'engage à soutenir Madagascar.....	15

Perspectives - Le tourisme maintient le cap de ses objectifs

ÉRIC RANJALAHY | 19 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Décimées par la crise sanitaire, les activités touristiques tentent de rattraper le temps perdu. En dépit des lacunes et des handicaps, l'horizon semble être plus dégagé qu'auparavant.

Optimiste. Sans excès de zèle. C'est dans cette posture réfléchie que Viviane Dewa, ministre du Tourisme et de l'Artisanat, a convié des journalistes à un petit-déjeuner, avant-hier, à son bureau à Tsimbazaza. Au menu, un survol de la situation qui prévaut depuis qu'elle a pris en main ce département ministériel. Et la première interrogation qui s'impose reste : est-ce que Madagascar aura la capacité requise pour accueillir dans les meilleures conditions le million de touristes en 2028, un vrai défi ?



Viviane Dewa, sans esquiver la question, a tenu à souligner que « tous les efforts du gouvernement sont coordonnés et synchronisés de manière à atteindre cet objectif, étant donné que les diverses activités interdépendantes gravitant autour du tourisme font intervenir d'autres ministères ».

Ainsi, le gouvernement a échafaudé une stratégie transversale de sept piliers : la gouvernance du secteur (formalisation des acteurs, élaboration et adoption du nouveau Code du tourisme), la construction des infrastructures (onze mille cinq cents chambres de qualité à bâtir), la promotion de la destination (participations à des salons

internationaux et recours aux services des influenceurs), l'amélioration de la connectivité aérienne (sur les long-courriers et les vols domestiques), la sécurisation du séjour des touristes, la diversification des offres touristiques avec des déclinaisons sportives (beach soccer, golf, kitesurf, sports nautiques, trail, randonnées) et la formation professionnelle de ceux qui vivent du tourisme.

Nouveau logo

Pour les hôtels et la restauration, des grands groupes internationaux comme Radisson ont déjà confirmé leur intention de s'implanter. Des puissants opérateurs émiratis ont manifesté leur grand intérêt à investir à Madagascar. Selon Viviane Dewa, « un nouvel hôtel de huit cent chambres est en construction à Nosy Be, dont cinq cents sont déjà opérationnelles, afin de répondre à la demande croissante des visiteurs ».

Pour marquer ce renouveau, l'occasion a été choisie pour dévoiler un nouveau logo touristique de Madagascar : « Représentant un baobab, symbole emblématique du pays, ainsi que des vagues majestueuses, en référence aux côtes magnifiques de l'île. Ce nouveau visuel incarne la diversité naturelle et la richesse culturelle de Madagascar. Avec des objectifs clairs et une stratégie ambitieuse, Madagascar se positionne désormais sur le marché mondial pour devenir une destination touristique de premier plan d'ici 2028 », en guise de description.

Selon des estimations lors des années fastes du tourisme et des transports aériens, ils ont contribué à hauteur d'environ 20 % du produit intérieur brut (PIB). C'est dire leur importance sur l'économie réelle. En fait, le tourisme est une industrie qui fait entrer des devises sans exporter quoi que ce soit, sauf les belles images et la bonne réputation du pays.

Agriculture - Autonomisation des jeunes paysans

MIANGALY RALITERA | 19 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les jeunes paysans sont poussés à voler de leurs propres ailes. Le Réseau Soa (Syndicat des organisations agricoles) a axé ses activités sur le soutien des jeunes femmes rurales à travers son action d'appui à l'installation des jeunes. Dix jeunes agricultrices établies à Antanetibe Mahazaza, district d'Ambohitratrimo, vont pouvoir démarrer leur petite entreprise. L'organisation paysanne Soa Mitsinjo, qui reconnaît l'importance des femmes rurales en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de développement des activités de commercialisation, a choisi de soutenir dix jeunes agricultrices pour mettre en œuvre leur projet professionnel. Ces jeunes agricultrices ont été dotées de matériel et d'intrants agricoles, l'objectif étant de renforcer le développement socio-économique de l'exploitation des jeunes. Elles bénéficieront, par ailleurs,

d'une technique régulière en gestion d'exploitation et en conseil technique sur une période de trois ans au démarrage de leur projet. C'était à l'occasion de la célébration de la journée internationale des femmes rurales, le 15 octobre dernier.

Ce projet de soutien aux jeunes est réalisé en partenariat avec l'AFDI (Agriculture française pour le développement international), grâce à la mise en œuvre d'un projet Farmers' Organization for Food Systems (FO4FS). Cinq organisations paysannes régionales réparties dans quatre régions de Madagascar, à savoir Analamanga, Bongolava, Boeny et Amoron'i Mania, sont soutenues dans ce projet pour une période de trois ans.

Projection - La Banque mondiale prévoit une croissance de 4,5 %

ERIC RANJALAHY | 19 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Encore loin des deux chiffres tant convoités. Mais, au moins, Madagascar a retrouvé le chemin de la croissance économique. Après la terrible rétraction de 7,1 % en 2020, la Banque mondiale, dans la publication Africa's Pulse, un rapport semestriel sur la situation en Afrique subsaharienne, mise sur un taux de croissance en termes réels du Produit intérieur brut (PIB) de 4,5 % cette année.

Face à l'ampleur du taux de pauvreté, toujours selon le baromètre de la Banque mondiale, touchant pas moins

de 80 % de la population, cette avancée de l'économie ne suffira pas à faire de Madagascar « un pays de consommation ».

La Banque mondiale a « préconisé » que « la croissance économique du pays devrait être tirée par l'agriculture, les mines, l'industrie manufacturière, dont le textile en particulier, et les télécommunications. La reprise post-pandémique, ainsi que l'amélioration de la production agricole, devrait également contribuer à une croissance globale ».

Intelligence artificielle : Vers une transformation digitale au sein des entreprises

ANTSIA R. | 19 OCTOBRE | MIDI-MADAGASIKARA

La transformation digitale s'accélère grâce à l'intelligence artificielle (IA). Le 17 octobre dernier, le Centre des jeunes dirigeants de Madagascar a célébré son 10e anniversaire à travers une conférence sur ce thème, au Canal Olympia Andohatapenaka. Nexources, Partenaire Officiel de l'événement, a joué un rôle de premier plan dans les échanges sur l'impact de l'IA en entreprise, en particulier en Afrique et à Madagascar. En tant que Gold Partenaire d'Odoo, Nexources a souligné l'importance de l'IA dans

la transformation numérique des entreprises. L'intégration d'outils IA dans les solutions comme Odoo permet, selon Nexources, d'optimiser la gestion et d'accélérer la productivité au quotidien. Par ailleurs, l'événement a permis de tisser des liens forts autour de l'innovation, tout en abordant les enjeux humains liés à cette technologie en constante évolution. Pour Nexources, l'avenir des entreprises passe indéniablement par l'adoption de l'IA.

Secteur de l'élevage : Le plan directeur en cours de l'élaboration

NAVALONA R. | 19 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Plus d'une vingtaine de techniciens au sein du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage ont suivi la 3e session de formation sur l'évaluation de la performance technique, socio-économique et environnementale des systèmes d'élevage à Madagascar.

Regroupés au sein d'un comité technique, leur formation s'avère indispensable dans le cadre de l'élaboration du plan directeur pour le secteur de l'élevage dans le pays, qui est déjà en cours, selon la démarche proposée par l'Institut international de l'élevage. L'objectif de cette session de formation vise à renforcer la capacité technique et l'implication des membres de ce comité technique dans le processus d'élaboration de ce plan directeur. Ce qui leur permettra également de mieux cerner les problématiques de l'élevage et de tester différents scénarii afin de développer des actions pertinentes pour atteindre une vision 2040 du secteur en commençant par la mise en place d'un plan quinquennal, a-t-on appris.

Tester les scénarii. Il est à rappeler que ce plan directeur pour le secteur de l'élevage de Madagascar sera élaboré par toutes les parties prenantes avec l'appui de l'Institut International de l'élevage (ILRI), du CIRAD (Organisme français de recherche agronomique et de coopération internationale pour le développement durable des régions tropicales et méditerranéennes) et de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). Cette initiative du gouvernement malgache bénéficie en

même temps d'un soutien financier de la Banque mondiale. Le but est d'établir une vision du secteur de l'élevage dans un horizon de 15 ans et de tester différents scénarii qui permettront d'atteindre cette vision.



Les impacts de chaque scénario au niveau financier, social, économique et environnemental seront ainsi évalués afin d'éclairer les décisions dans le secteur. Cette vision repose notamment sur la durabilité, la rentabilité et la résilience du secteur afin de contribuer à l'atteinte de la

sécurité alimentaire et à la croissance économique tout en stimulant la cohésion sociale, a-t-on évoqué.

Situation de référence. Toujours dans le cadre de cette session de formation dispensée aux membres du comité technique, des experts de l'ILRI ont effectué un partage de connaissances et d'expériences en matière d'évaluation des performances technique, socio-économique et environnementale du secteur. Les collectes de données et d'informations dans ces domaines ont également été

abordées lors de cette session de formation. Par ailleurs, des experts du CIRAD interviennent dans le processus d'élaboration du plan directeur, en mettant à la disposition des techniciens malgaches des outils permettant d'identifier une situation de référence du secteur et en les accompagnant dans la construction d'une vision à partir d'une analyse prospective. La construction d'une cartographie de l'élevage à Madagascar n'est pas en reste afin de visualiser l'état des lieux du secteur.

Diagnostic pour Madagascar - Le FMI prévoit 4,2% de croissance

ERIC RANJALAHY | 21 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Après quelques jours d'attente et les publications des « scoops » concernant l'évaluation de la récente mission de revue du FMI, celui-ci a mis en ligne sur son site ses réelles convictions.

Enfin. La version officielle du rapport de la mission du Fonds monétaire international, FMI, du 30 septembre, dans le cadre de la consultation au titre de l'article IV de 2024 et des premières revues des accords appuyés par la Facilité élargie de crédit (FEC) et la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), a été publiée, après « la fuite des sujets » de ces derniers jours.



Frédéric Lambert, chef de cette équipe d'experts, a fait la synthèse suivante, avec une importante précision. « Les opinions exprimées dans ces conclusions sont celles des services du FMI et ne représentent pas nécessairement celles du Conseil d'administration. Sur la base des observations préliminaires de cette mission, les services du FMI établiront un rapport qui, sous réserve de l'approbation de la direction, sera présenté au Conseil d'administration pour examen et décision ». Il appartient au Conseil d'administration du FMI de décider en dernier ressort sur le dossier Madagascar.

Balise

Ainsi, Frédéric Lambert a évoqué de nombreux points du cadrage macro-économique. « L'économie malgasy se stabilise, mais elle fait face à une inflation persistante. Après une croissance de 4,2 % en 2023, l'activité

économique est restée stable au début de 2024, malgré une bonne récolte de riz et un rebond de l'extraction du graphite. Cependant, l'inflation a atteint 7,8 % en août 2024, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. De plus, le mauvais état des infrastructures routières et le manque de fiabilité de l'approvisionnement en électricité continuent d'accroître les coûts de transport et de production. La croissance devrait se maintenir à 4,2 % en 2024, avant de s'accélérer pour atteindre 4,6 % en 2025. L'inflation moyenne annuelle devrait baisser à 7,2 % en 2025, pour converger progressivement vers 6 % à moyen terme. Le déficit des transactions courantes se stabiliserait en dessous de 5 % du PIB ». Une sorte de balise pour l'équilibre budgétaire du Projet de loi de finances 2025, en gestation.

Une prévision de croissance économique en-deçà de celle de la Banque mondiale qui la maintient à 4,5 %, au même niveau que celui de la loi de finances rectificative. Pour juguler cette inflation latente, Frédéric Lambert suggère que « la Banque centrale doit se tenir prête à relever ses taux directeurs pour maintenir l'inflation sur une trajectoire descendante. Elle devrait continuer à gérer la liquidité au moyen d'opérations d'open market et communiquer de manière plus prévisible et transparente sur la politique monétaire et la gestion de la liquidité afin d'accroître la crédibilité et la redevabilité. Il conviendrait de limiter les interventions sur le marché des changes au lissage de la volatilité excessive des cours et à la constitution de réserves extérieures, sans résister aux forces sous-jacentes des marchés. La poursuite du développement du marché interbancaire et le renforcement du canal des taux d'intérêt de la politique monétaire contribueront au bon fonctionnement du nouveau cadre opérationnel de politique monétaire. Enfin, le maintien de la stabilité financière est essentiel pour le développement des marchés de crédit ».

Télécommunications - Une fibre optique à moins de 50 000 ariary

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 21 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Un opérateur a consenti à fléchir ses prix internet pour faire une offre d'une fibre optique à 50 000 ariary les 100 Go. Il s'agit de « l'offre la plus basse sur le marché africain » d'après la ministre Delmotte.

Une annonce choc. Des tarifs réduits pour répondre aux besoins des ménages. C'est ce qu'a annoncé le ministre du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications, vendredi lors d'une conférence de presse à Antaninarenina. Selon Stéphanie Delmotte, « le plus grand opérateur de la Grande Île, qui a la plus grosse expérience dans l'industrie des télécoms, a répondu favorablement à notre demande de créer une offre commerciale dans ce sens. Ainsi, nous aurons désormais la fibre optique la moins chère d'Afrique à Madagascar », a-t-elle annoncé.

À un moment où les tarifs internet étaient restés figés pendant des mois, même après le retrait du prix plancher, c'est une nouvelle qui risque de remodeler le paysage des télécommunications dans le pays actuellement. La possibilité d'avoir la fibre optique à moins de cinquante mille ariary a été évoquée par la ministre, qui a expliqué que des choix ont dû être faits.

Accessible à tous

« Nous avons dû regarder les tarifs adéquats au pouvoir d'achat de la population. Après tous les calculs, nous avons constaté qu'il nous faut une offre sans précédent à Madagascar. C'est vraiment une petite partie de ce qui se fait actuellement, et l'offre doit être inférieure à 10 euros (50 000 ariary, ndlr) par mois », concède Stéphanie Delmotte.

Elle confirme que cette offre est déployée pour donner une connexion internet accessible à tous. « Les datas utilisés dans cette offre doivent remplir les besoins des ménages. Les choses ne doivent pas se passer

autrement », indique-t-elle. Coïncidence ou non, un opérateur a annoncé en fin de semaine une nouvelle offre de fibre optique à 49 000 Ariary, pour 100 Go, avec une vitesse de 200 Mbps. Une offre adaptée, selon cet opérateur, aux ménages ainsi qu'aux étudiants et ceux qui utilisent les réseaux sociaux.



Il ne reste plus qu'à voir si les gens vont se ruer sur ces offres. Pour l'État, la concurrence dans le secteur des télécommunications est libéralisée et ouverte à tous. Il s'agit d'ailleurs d'une stratégie sur laquelle misent les autorités pour faire baisser les prix de l'internet. Une mesure incitative qui vise également à encourager les investissements dans le secteur. En théorie, une libéralisation totale devrait favoriser une meilleure concurrence sur tous les segments du marché et ainsi amener à une baisse des prix à la consommation. C'est ce que l'État s'efforce de proposer, à défaut d'avoir encore un décret fixant la régulation des prix de l'internet.

Transports maritimes - Le cabotage national lève l'ancre à Toamasina

ERIC RANJALAHY | 21 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Faire du port de Toamasina un hub pour le pays. L'administration douanière y a dépêché une équipe conduite par le directeur général des douanes, Ernest Lainkana Zafivanona, pour en dessiner l'esquisse d'une initiative qui va faire gagner en célérité et soustraire les coûts de revient des transports de marchandises par voies maritimes.

L'idée vient d'une simple constatation dans le temps et dans l'espace. « Aujourd'hui, par exemple, un conteneur en provenance du Pakistan met environ quarante jours pour arriver au port de Toamasina, avec un coût de transport s'élevant à environ 1 900 dollars. Et pour atteindre le port de Toliara, le même conteneur mettra environ deux mois, et les frais de transport grimpent à 5 700 dollars. Ces pertes de temps et ces surcoûts illustrent

une problématique plus large. Les charges financières d'expédition vers les autres ports de l'île, en dehors de Toamasina, sont trop élevées. Face à cette situation, la Douane a décidé de mettre en place un nouveau système visant à optimiser le transport maritime interne par le passage au cabotage maritime national. Ce système permettra d'utiliser le port de Toamasina, le plus grand du pays, comme centre de distribution des marchandises vers les autres ports de Madagascar. La mise en place de ce nouveau système va réduire les coûts et la durée des délais d'envoi des marchandises pour les opérateurs économiques », selon les explications fournies par la Douane.

Par la quasi-inexistence des liaisons ferroviaires et le mauvais état des routes nationales, cette solution semble

être la mieux adaptée au contexte du moment. Le cabotage national, par définition, consiste à transporter des marchandises entre différents ports de la même île. Des experts des Nations unies et de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) étaient présents, avec le soutien de l'USAID et du PNUD. Ils ont discuté de l'implémentation d'ASYHUB, un système de communication qui facilitera les échanges

de données entre les ports et les services douaniers. Ainsi, il sera désormais possible de décharger les marchandises importées à Toamasina et de faire la déclaration en douane dans d'autres ports de l'île, tout en effectuant l'exportation directement depuis Toamasina. Une innovation déjà intégrée dans les programmes de modernisation de la Douane.

Réhabilitation de la RN7 : L'investisseur turc « ASER » disposé à apporter sa contribution

NAVALONA R. | 21 OCTOBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Madagascar a participé à la 28^e édition du Congrès mondial de la route qui s'est tenue la semaine dernière à Istanbul en Turquie.

Cet événement organisé par la Fédération internationale de la route, a réuni plus de 2 000 acteurs opérant dans le secteur routier et des transports. La Grande île y a été représentée par le ministre en charge des Travaux publics, Théodore Richard Rafidison. De nombreux partenaires techniques et financiers pour ne citer que la Banque mondiale, l'Exim Bank et la Banque européenne d'investissement ont également pris part à ce congrès mondial de la route. Le thème choisi pour cette édition a été axé sur « Se connecter pour renforcer la mobilité : les routes comme vecteurs d'un avenir durable pour tous ».



Changements climatiques. Différentes thématiques ont en même temps été abordées dans le cadre de cette manifestation économique d'envergure internationale. On peut citer, entre autres, la résilience des routes face aux changements climatiques, la sécurité routière ainsi que la décarbonisation de l'utilisation des routes via l'introduction des voitures électriques. D'aucuns reconnaissent que Madagascar doit faire face à un plus grand défi lié aux

effets néfastes du changement climatique puisqu'à chaque passage de cyclone ou forte intempérie survenu dans le pays, diverses infrastructures routières sont soit endommagées soit inondées. Ce qui entraîne des coupures de route pendant une période déterminée. En outre, la tarification des usagers de la route a également fait l'objet de débat entre toutes les parties prenantes durant ce congrès mondial de la route. L'objectif consiste à constituer un fonds servant à entretenir les infrastructures routières en vue d'assurer leur durabilité et pérennité.

Partage d'expériences. Lors de son allocution, le ministre en charge des Travaux publics, Théodore Richard Rafidison a mis en avant les stratégies du pays visant à moderniser les infrastructures routières ainsi que les travaux de construction ou de réhabilitation des routes qui sont en cours d'exécution. Il a également soulevé les thématiques évoquées dans le cadre de cet événement. En marge de cette réunion d'envergure internationale, le ministre de tutelle s'est entretenu avec son homologue turc, le ministre en charge des Transports et des Infrastructures, Abdulkadir Uraloğlu. A cette occasion, il a parlé du projet de construction de l'autoroute reliant Antananarivo et Toamasina et bien d'autres projets routiers en cours d'exécution dans le pays. Pour sa part, le ministre turc a exprimé sa volonté de se donner la main en partageant ses expériences en la matière. Des partenaires financiers turcs comme le groupe « ASER » sont disposés à apporter leur contribution aux travaux de réhabilitation d'une partie des routes sur la RN7 reliant Antananarivo et Toliara, a-t-on appris. Ce qui permettra de développer le secteur du tourisme puisque la destination Sud est la plus prisée par les touristes internationaux.

Développement agricole : Mobilisation de ressources adaptées, évoquée par la FAO

ANTSIA R. | 21 OCTOBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Lors d'une session consacrée à Madagascar et aux Comores à Rome, les ministres de l'Agriculture des deux pays ont présenté leurs priorités dans le cadre du Forum d'investissement Main dans la Main. Ce programme, soutenu par la FAO, vise à renforcer la sécurité alimentaire et à améliorer les conditions de vie en mobilisant des ressources adaptées aux spécificités de chaque pays. Pour Madagascar, le ministre a mis l'accent sur des investissements dans des chaînes de valeur essentielles,

telles que le riz, le maïs et l'élevage bovin. Ces initiatives font partie des huit programmes prioritaires de COMPACT Madagascar, dévoilés lors du Sommet de Dakar en 2023. De son côté, le ministre comorien a souligné l'importance cruciale de la production agricole, notamment la banane, ainsi que des secteurs de la pêche et de l'élevage avicole. Ces efforts conjoints témoignent d'une volonté collective d'améliorer la résilience face aux défis alimentaires.

Technologies - L'intelligence artificielle menace l'emploi

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 22 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'intelligence artificielle pourrait-elle remplacer tous les employés d'une entreprise ? Cette question a été explorée lors d'une conférence, réunissant chefs d'entreprises et spécialistes de l'IA.

Un tournant décisif. Le grand remplacement au sein des entreprises se fera par des bots et des robots, capables de surpasser les humains en termes de compétences. C'est une des craintes suscitées par l'intégration progressive de l'intelligence artificielle dans les pratiques commerciales et économiques dans la Grande Île. Cette question qui semble futuriste, voire même utopique a pourtant été envisagée sous toutes les coutures lors d'une conférence organisée par le Centre des jeunes dirigeants (CJD) de Madagascar, jeudi. Cette conférence, qui s'est déroulée en début de soirée, à l'Olympia Andohatapenaka a traité justement de « L'Intelligence Artificielle : Enjeux humains et perspectives économiques pour l'Afrique et Madagascar ». Différents spécialistes de l'IA, à Madagascar et de par le monde se sont penchés sur la question, avec les professionnels et chefs d'entreprises du pays. Force est de constater que les entreprises n'ont plus le choix. Elles doivent composer avec cette nouvelle technologie, pour optimiser leurs activités et leurs produits. « L'intelligence artificielle se fait progressivement une place au sein des entreprises à Madagascar. Elle en est néanmoins à un stade embryonnaire. Il y a quelques années, ce n'était même pas évident d'intégrer cette technologie dans l'écosystème des entreprises à Madagascar. Maintenant elle se fait une place de plus en plus importante et devient nécessaire au développement des entreprises » explique lors de son intervention Michael Rasolomanana, expert en Data science et inclusion financière.

Arme redoutable

Pour le Centre des Jeunes Dirigeants, le développement des entreprises avec l'IA amène aussi à s'interroger par rapport aux perspectives pour les compétences dans tous les secteurs touchés par cette transformation. Hôtellerie, marketing digital, communication, agriculture, et bien d'autres domaines, tous les secteurs d'activité sont touchés par l'IA.

« L'IA, en automatisant certaines tâches, interroge sur l'avenir du travail tout en offrant l'opportunité d'augmenter les

capacités humaines. Nous, (Le CJD Madagascar, Ndlr) souhaitons explorer comment cette technologie peut être utilisée non seulement comme outil d'optimisation économique, mais aussi comme levier pour transformer le tissu économique malgache en s'appuyant sur les talents locaux.



En s'assurant que les technologies restent au service de l'humain et non l'inverse » confie pour sa part David Roger, président du CJD lors d'un entretien avec la presse jeudi matin. Pour l'instant, l'intelligence artificielle connaît un timide développement à Madagascar. Selon le Laboratoire d'Intelligence Artificielle à Madagascar, l'IA qui est « jugée par les experts comme faisant partie de la quatrième révolution industrielle, est sans aucun doute une arme redoutable qui pourrait enfin sortir Madagascar de la pauvreté et la conduire vers le chemin du développement.

Des entreprises commencent néanmoins à intégrer l'IA dans leurs pratiques commerciales. Dans un document publié par la Commission Économique pour l'Afrique (CEA), qui compile des points de vue et analyses sur le développement de l'intelligence artificielle (IA) sur le continent, il est souligné que si les gouvernements parviennent à relever les défis que présente cette « révolution technologique », celle-ci peut être un moteur de croissance, de développement et de démocratisation.

CEO SUMMIT 2024 - Réunionnais et Mauriciens à pied d'œuvre

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 22 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Florilège. C'est avec effervescence que se prépare, de l'autre côté de la mer, le CEO Summit. Un rendez-vous annuel des dirigeants d'entreprises de l'Océan Indien qui se déroulera à Antananarivo en décembre prochain. Les délégations réunionnaises et mauriciennes sont à pied d'œuvre pour leur préparation. Lors des récentes séances de présentation du CEO Summit à l'île Maurice et à La Réunion en cours de semaine, auprès des groupements patronaux et des chambres de commerce, force est de constater que ces acteurs économiques sont conscients de l'envergure de l'événement.



« En marge de la préparation du CEO Summit, nous collaborons actuellement avec les instances malgaches pour pouvoir donner de la lisibilité à nos chefs d'entreprises et favoriser les échanges en matière de développement d'affaires. La participation au CEO Summit ouvrira aux entreprises de nouvelles opportunités de rencontrer d'autres dirigeants, d'acquiescer de nouveaux marchés, de s'inspirer des nouvelles technologies et de développer de nouvelles collaborations », explique Patricia Paoli, première vice-présidente de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Réunion, lors de la réunion d'organisation que la CCIR a accueilli dans ses locaux à Saint-Denis le 16 octobre dernier, en présence des entreprises réunionnaises.

Enjeux divers

L'on s'active aussi à rassembler des secteurs d'activité diversifiés, tels que l'industrie, les finances, la santé, les énergies renouvelables, les technologies de l'information et de la communication, le transport, le tourisme, l'agro-alimentaire et l'économie bleue, la liste est longue. Pour les acteurs économiques de la région Océan Indien, les enjeux sont divers. Il y a notamment le fait de créer une synergie ensemble entre les pays de l'Océan Indien, victimes parfois de la conjoncture internationale. « Nos différentes îles ont développé des réflexes où nous sommes habitués à nous tourner vers l'Europe chacun de notre côté, en négligeant toutes les possibilités en matière de partenariat économique dans la zone et toutes les possibilités de former des alliances pour conquérir ensemble d'autres nouveaux marchés », renforce Pascal Plante, Conseiller Régional à l'Internationalisation auprès de la région Réunion.

Le CEO Summit fera partie des événements économiques importants de cette année. Il se tiendra les 5 et 6 décembre prochains dans la capitale, avec un focus particulier sur les perspectives d'avenir pour les entreprises de l'Océan Indien, ainsi que de l'économie de la région en général. Cette première édition se jouera aussi à la célébration du 65e anniversaire du Syndicat des industries de Madagascar (SIM). « Le CEO Summit incarne la synergie régionale dont nous avons besoin : un rassemblement du secteur privé qui forge notre compétitivité collective dans une vision de prospérité durable », explique Tiana Rasamimanana, président du Syndicat des industries de Madagascar. L'agenda des deux jours est composé de keynotes et panels en séances plénières, de tables rondes sectorielles, de rencontres BtoB, BtoG et de business gala durant lequel seront remis sept catégories de trophées : Fierté de l'Océan Indien, Visionnaire de l'année, Innovation de l'année, RSE de l'année, Femme CEO de l'année, Banque de l'année et le « Malagasy ny Antsika », special award.

Filière litchi : Traçabilité de la production et suivi RSE via un système de digitalisation

NAVALONA R. | 22 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La nouvelle application mobile dénommée « Holy Appli », lancée par l'Agence de développement inclusif et durable (ADID), en partenariat avec le programmeur ICHTUS IT, sera développée au niveau de la filière litchi dans la région Atsinanana, outre la filière riz à Ambatondrazaka et Marovoay.

« La mise en place de ce système de digitalisation contribue à assurer la traçabilité de la production depuis la cueillette jusqu'aux consommateurs finaux aussi bien au niveau local qu'international. En effet, des outils digitaux seront installés dans les zones de production de litchi pour permettre de déterminer en temps réel le taux de sucre, la couleur et le calibre de ce produit exotique faisant l'identité

économique de Madagascar à l'échelle internationale, et ce, via cette application mobile qui fonctionne par satellite. On peut ainsi effectuer une localisation géographique de tous les sites de production même dans des zones très reculées car on n'a plus besoin de connexion. En outre, la durée de transport de ce produit jusqu'au centre de triage est également calculée. Et au niveau du centre de triage,

une vidéo en temps réel permettra de bien déterminer cette traçabilité allant de la manipulation du litchi jusqu'à son conditionnement ». Faly Rasamimanana, le PDG du groupe Faly Export, l'a expliqué hier à la presse.

Installation des outils digitaux

Et lui d'ajouter que même lors du transport du litchi en bateaux conventionnels à destination de l'Europe, d'autres outils digitaux, liés à l'application mobile via une plateforme numérique, sont également installés dans les conteneurs frigorifiques de la compagnie maritime. « Ainsi, nous pouvons désormais effectuer un suivi en temps réel du niveau de la température de la production transportée dans ces conteneurs tout en intervenant directement auprès des responsables de cette compagnie de navigation, depuis notre siège, en cas de défaillance du conditionnement du produit. Auparavant, on ne peut être informé par les importateurs qu'après la constatation de défaillance des lots, une fois arrivés à destination. Une chose dont on est sûr, cette traçabilité permet de rassurer les consommateurs finaux tout en rendant nos produits d'export plus compétitifs sur le marché international », a-t-il enchaîné.

Meilleure visibilité

Dans la foulée, ce promoteur prévoit également de mettre en place ce système de digitalisation dans le cadre de la pratique de ses activités de RSE (Responsabilité Sociétale d'Entreprise) en utilisant cette application mobile. À titre d'illustration, « nous avons sollicité d'autres opérateurs à contribuer à la réfection de la route provinciale reliant la commune rurale de Foulpointe et la commune rurale d'Andondabe, une zone à forte potentialité en litchi et bien d'autres produits tels que le girofle et la grenadelle. D'une longueur totale de 21 km, cette route permet d'assurer l'évacuation de la production alors qu'elle est impraticable pendant la saison de pluie. Tous les acteurs impliqués dans cette démarche pourront ainsi effectuer un suivi en temps réel de cette activité de RSE via la plateforme numérique installée en partenariat avec ICHTUS IT. Toutes les étapes des travaux de réfection de route seront

ainsi identifiées en temps réel. La transparence de l'utilisation des fonds alloués à ces travaux n'est pas en reste. Nous collaborons également avec l'État, pour ce faire. Cette initiative privée permettra d'avoir une meilleure visibilité à l'international étant donné que tous les partenaires pourront également visionner en temps réel à travers cette plateforme numérique toutes nos interventions sur terrain. En effet, tout peut être tracé via une localisation géographique », d'après toujours les explications de Faly Rasamimanana.



Prochaine campagne culturelle

Par ailleurs, cette application mobile sera développée au niveau de la filière riz dans la région d'Ambatondrazaka et de Marovoay. « On n'attend plus que le démarrage de la prochaine campagne culturelle prévue en novembre pour rendre opérationnelle cette digitalisation de l'agriculture qui s'appliquera sur des parcelles rizicoles appartenant à des coopératives et à l'union des coopératives opérant sur le site de PC 23. On va commencer par l'utilisation à bon escient des semences de qualité et des engrais organiques tout en effectuant une comparaison sur d'autres parcelles où l'on emploie des intrants agricoles conventionnels », a fait savoir le PDG du groupe Faly Export. Il est à noter que les promoteurs ont lancé cette nouvelle application mobile visant à digitaliser l'agriculture dans le cadre de la Foire Internationale de l'Agriculture qui s'est tenue dernièrement au parc des Expositions Forello à Tanjombato ainsi que lors du salon de la créativité « Voatra ».

David Ralambofiringa : Descente sur terrain dans la région Vakinankaratra

EDMOND R. | 22 OCTOBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, David Ralambofiringa, continue les descentes sur terrain. Le week-end dernier, il a conduit une délégation de son département dans la région Vakinankaratra, pour assister à la cérémonie de remise d'écharpe aux députés, mais aussi pour visiter des unités industrielles de cette région, connue pour ses importantes potentialités économiques.

ODOF

Sans oublier, bien évidemment, le programme One district one factory (ODOF) qui figure parmi les priorités de son département. C'était notamment le cas à Betafo où il a visité deux unités industrielles de fabrication de

chips et de cidre. Gérées respectivement par les coopératives Fanirisoa et Ampalia, ces deux unités ODOF sont appelées à jouer un rôle primordial dans l'économie régionale dans la mesure où elles apportent de la valeur ajoutée à deux produits phares du Vakinankaratra que sont la pomme de terre et la pomme. Durant la discussion qu'il a eue avec le ministre de l'Industrialisation, et du Commerce, Nirina Rakotoarimanana, président de la Coopérative Fanirisoa, s'est réjoui du fait que l'unité ODOF, gérée par son association, figure parmi celles qui sont fonctionnelles. D'ailleurs, les Palochips produits par l'unité sont actuellement vendus dans beaucoup de marchés à Madagascar. Le ministre a, par ailleurs, tenu

une séance de travail avec l'équipe de la direction régionale du Commerce et de l'Industrie du Vakinankaratra pour les sensibiliser sur les actions à entreprendre, les actions pour rendre opérationnelles toutes les usines déjà installées dans le cadre du programme ODOF. Il n'a, par ailleurs, pas manqué de faire état de la détermination du MIC à apporter des appuis aux bénéficiaires de l'ODOF.

Appuis

Les grandes unités industrielles du Vakinankaratra ont également fait l'objet de la visite du ministre, David Ralambofiringa. Pour ne citer, entre autres, que le groupe SOCOTA, un des fleurons de l'industrie malgache, spécialisé notamment dans le textile et l'agroalimentaire ainsi que l'aquaculture de crevettes. Le groupe dispose d'un rôle socio-économique non négligeable avec ses 7 000

employés. L'entretien que le ministre de l'Industrialisation et du Commerce a eu avec les dirigeants et les employés de SOCOTA ont rassuré ces derniers quant à la volonté du département de tutelle d'apporter ses appuis dans la mise en place des conditions favorables à leurs activités. Cette question de l'environnement des affaires était également au centre des discussions entre le ministre David Ralambofiringa et les membres de la Chambre de commerce et d'industrie du Vakinankaratra. Une séance d'échange constructif qui a notamment permis de déterminer les obstacles à la bonne marche de l'industrie et de rechercher ensemble les solutions qui s'imposent. Les opérateurs présents à la séance n'ont pas manqué de se féliciter de cette ouverture du ministre de tutelle qui, depuis les deux mois pendant lesquels il est à la tête du MIC, a déjà visité six régions.

Fampiroboroana ny jono madinika : 82 tapitrisa dolara ny filàna ara-bola anatin'ny 5 taona

22 OCTOBRE 2024 | LES NOUVELLES

Mitotaly hatrany amin'ny 82 637 000 dolara ny filàna entina mampiroboro ny jono madinika eto Madagasikara, ao anatin'ny dimy taona. Singa iray mamaritra ny toekarena manga ny jono madinika an-dranomasina sy an-tanety ka ahafahana miady amin'ny tsy fanjarian-tsakafo, ny tsy fananan'asa ary ny ady amin' ny fahantrana amin'ny ankapobeny. Noho izany, napetraka ny Drafitra nasionaly hampiroboroana ny jono madinika nandritra ny atrikasa

niarahana tamin'ireo mpiara-miombon' antoka, toy ny FAO, ny Task force, izay nandritra ny PAN-PP, ny alakamisy teo. Voaresaka ao anatin'izay ny fitantanana, ny fiarovana ary ny fampitaovana ny mpanjono. Hapetraka ihany koa ny fotodrafitrasa hampihenana ireo « perte poste capture ». Voafaritra nandritra ny atrikasa ny filàna ara-bola ahafahana manatanteraka ny Drafitra nasionaly momba ny jono madinika.

Exportation : Production précoce de litchis cette année

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 21 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Précoce. Le parfum et le goût du litchi reviendront bientôt dans les marchés. Les dernières prospections du centre technique horticole de Tamatave (CTHT) se révèlent en faveur d'une production de litchis qui se fera plus tôt dans l'année. Cela est dû, entre autres, à une bonne pluviométrie enregistrée depuis le début du mois d'octobre, ce qui a permis aux plants de se développer plus rapidement. Cette année donc, les litchis risquent d'arriver plus tôt sur les étals des marchés, mais aussi, et surtout, à l'exportation. Ce centre indique qu'une bonne quantité de fruits mûrs pourra être récoltée entre les 11 et 14 novembre prochains.

Lors d'une descente effectuée sur le terrain à la mi-octobre, il s'est avéré que « les informations obtenues lors de cette prospection confirment que la production sera cette année très précoce, à l'image de celle de l'année 2016. La bonne pluviométrie enregistrée depuis le début du mois d'octobre a permis de répondre aux besoins hydriques de la plante pour assurer un développement correct des fruits et a permis une baisse des températures

de l'air », indique le CTHT dans sa lettre du litchi parue la semaine dernière.



Toutefois, la prospection confirme aussi la baisse de la production dans plusieurs zones, notamment dans la zone nord. « Compte tenu du potentiel de production global de la zone de collecte pour l'exportation, cette baisse risque de conduire à un étalement de la récolte pour répondre aux besoins des exportateurs, estimés à environ 18 000 tonnes », indique-t-on.

Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI : Série de réunions sur des secteurs porteurs à Washington

EDMOND R. | 23 OCTOBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Journées marathons pour la délégation malgache qui participe aux assemblées annuelles du Fonds monétaire international et du groupe de la Banque mondiale, qui se tiennent à Washington du 21 au 26 octobre.

Projets-clés. Conduite par la ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, et composée, entre autres du ministre des Transports et de la Météorologie Valéry Ramonjavelo et du gouverneur de la Banque centrale, Aivo Randrianarivelo, cette délégation multiplie les réunions de travail sur des dossiers et des secteurs porteurs pour le développement du pays.



À commencer par la rencontre avec la vice-présidente de la Banque mondiale, Victoria Kwakwa, où il a été question du renforcement de la coopération entre les deux parties. Notamment dans le développement des projets clés relatifs à l'énergie, à la lutte contre le changement climatique, à l'éducation et la formation, à la promotion de la femme et de la jeunesse, mais également sur la promotion des exportations. Les discussions ont plus particulièrement porté sur la transition énergétique et le financement climatique qui, rappelons-le, ont été les thèmes principaux de la table ronde organisée récemment à Antananarivo.

Secteur privé. Le secteur privé a été également au centre des discussions entre la délégation malgache et l'International Finance Corporation (IFC), conduite par son vice-président, Sergio Pimenta et composée d'experts internationaux spécialisés dans le domaine des infrastructures et du partenariat public – privé. Une séance de travail d'une importance capitale axée notamment sur les transports aériens et les infrastructures aéroportuaires. La relance du tourisme et l'attraction des investissements directs étrangers ont été également discutées. On rappelle que le gouvernement malgache se fixe actuellement un objectif d'atteindre le cap du million de touristes par an. En tout cas, l'apport de l'IFC est considérable pour le développement du secteur privé à Madagascar.

Bonnes perspectives. Côté FMI, la délégation malgache a rencontré une équipe dirigée par Abebe Selassie, directeur du département Afrique de cette institution. Une occasion de faire une rétrospective des relations entre Madagascar et le Fonds qui ont été marquées ces derniers temps par la tenue de la première revue de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) dont on attend la décision du Conseil d'administration dans les semaines qui viennent. Quoiqu'il en soit, cette présence de la délégation malgache à Washington augure de bonnes perspectives sur les relations de Madagascar entre ces deux institutions de Bretton Woods. La délégation malgache y a l'occasion de rencontrer des dirigeants influents de la sphère politique, de l'entreprise, des organisations internationales, de la société civile et du monde universitaire.

Entreprises : RACS, s'installe à Madagascar

EDMOND R. | 23 OCTOBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Après la Zambie, l'île Maurice et l'Inde, R A Consulting Services (RACS) s'installe à Madagascar. Une séance de présentation de cette firme, spécialisée dans l'accompagnement des entreprises vers la transformation digitale a eu lieu, vendredi dernier au Central Hôtel. Selon les explications de son CEO, Kamlesh Juddoo, RACS offre des services de pointe tels que l'infrastructure et les centres de données, les solutions de cloud, la cybersécurité, ainsi que l'intelligence artificielle et la transformation numérique. « Nous nous engageons à fournir des solutions adaptées à chaque client, permettant ainsi aux entreprises de se

moderniser, d'optimiser leurs performances et de réduire leurs risques opérationnels », a-t-il précisé. Et d'ajouter que « la gamme de services de RACS comprend également des infrastructures, les centres de données, conçues pour répondre aux besoins des entreprises modernes ». Il a notamment présenté la *CloudShare*, une plateforme cloud privée sécurisée qui répond aux exigences strictes des secteurs tels que les banques, les hôtels et les compagnies d'assurance.

Transition énergétique : le secteur privé engagé dans la promotion de la cuisson propre

ARH | 23 OCTOBRE 2024 | LES NOUVELLES

La transition énergétique s'impose pour Madagascar, sachant que 80% de la consommation repose sur la biomasse. Face à ce défi, une cinquantaine d'entreprises privées s'unissent au sein de l'association « Madagascar Clean Cooking Initiative (MCCI) » pour transformer le secteur de la cuisson domestique. Leur objectif : promouvoir des solutions de cuisson propre et durable, tout en accélérant la transition énergétique.

Le lancement officiel de MCCI a eu lieu hier à l'hôtel Carlton d'Antananarivo, en marge d'un atelier consacré à la promotion de la cuisson propre, avec pour thème « Dynamisme et coordination pour la promotion de la cuisson propre à Madagascar ». « Investir dans la cuisson, c'est non seulement protéger notre environnement mais aussi renforcer l'économie locale en créant des opportunités pour les entrepreneurs à Madagascar. MCCI est résolu à collaborer avec toutes les parties prenantes pour accélérer cette transition énergétique », a souligné la présidente de MCCI et directeur de Biogasikara Energy SARL, Marie-Louise Schmidt.

Une convention quadripartite a été signée à cette occasion entre le ministère de l'Énergie et des hydrocarbures (MEH), le ministère de l'Industrialisation et du commerce (MIC), le ministère de l'Environnement et du développement durable (MEDD), et l'association MCCI, en collaboration avec une coalition de partenaires Sustainable Energy for All (SEforAll). Cette collaboration vise à

renforcer les actions pour favoriser l'innovation dans le secteur de la cuisson domestique. La MCCI devrait également s'agrandir, avec l'intégration de 25 autres entreprises privées dans les mois à venir.

Politique nationale

Les statistiques livrées lors de cet atelier montrent qu'« environ 80% de la consommation énergétique totale à Madagascar repose sur la biomasse (bois de chauffe 68%, charbon 10% et 2% autres biomasses, principalement utilisés pour la cuisson), 17% sur les carburants (transport), 2% sur l'électricité (hydroélectricité et centrales à diesel) et 1% sur le gaz ».

La Nouvelle politique énergétique (NPE) de 2015 et les Contributions déterminées au niveau national (CDN) que Madagascar a adopté, aspirent « à intégrer au moins 80% d'énergies renouvelables dans le mix de génération d'électricité et à équiper 50% des ménages de foyers améliorés d'ici 2030 ».

Le MEH, le MEDD et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), ont également lancé l'élaboration d'une Politique nationale pour la cuisson propre (PNCP). Cette stratégie devrait permettre de renforcer l'accès aux énergies modernes pour la cuisson, en privilégiant l'utilisation de gaz et d'électricité, et ainsi réduire la dépendance à la biomasse.

Intégration régionale : Madagascar ratifie la Zlecaf

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 25 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

D'un pas assuré, la Grande île avance dans son intégration à la Zlecaf. Le conseil des ministres a adopté le projet de loi portant sur la ratification de la création de cette zone de libre-échange.

Décisif. Tandis que les tractations se poursuivent quant à l'intégration de la Grande île à la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), les autorités, après moult consultations des acteurs économiques, ont adopté un projet de loi sur la ratification de la création de celle-ci. Cette résolution a été présentée mercredi en conseil des ministres et y a été adoptée. L'un des principaux objectifs de la Zlecaf est de réduire progressivement les barrières tarifaires et les barrières non tarifaires entre les pays africains. Cela facilite la circulation des produits et services à travers le continent.

« Cet accord a pour but de faciliter les échanges commerciaux entre les pays de l'Union africaine, en exonérant de droits les marchandises à l'importation », évoque le compte rendu de la réunion hebdomadaire de l'exécutif. Cette ratification a aussi été acceptée par le secteur privé, dont les principaux acteurs sont les premiers touchés par une éventuelle intégration à la Zlecaf. Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement,

la ratification de ces accords constituera un pas décisif pour le pays, dans la mesure où il veut profiter de ce « tremplin pour l'accélération de l'intégration économique pour Madagascar ».



Ce partenaire estime d'ailleurs que « la ratification de l'accord de la Zlecaf par Madagascar est une étape décisive dans ce processus. En adhérant pleinement à cet accord,

Madagascar s'engage à tirer parti des avantages d'un marché continental en expansion tout en s'inscrivant dans une dynamique de coopération avec les autres pays africains ». Ce projet de loi devra néanmoins passer par les deux Chambres avant d'être avalisé.

En création

En même temps, la Grande île a finalisé sa stratégie nationale pour intégrer cette zone de libre-échange. Un point sur lequel s'accordent l'État, à travers le ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC), et le secteur privé, est justement l'importance, pour Madagascar, de cerner les pourtours de ce marché sous toutes ses coutures. Il est d'ailleurs toujours en création, et ce, depuis 2015. « Avant d'intégrer ce marché, il faudrait d'abord se préparer aux exigences de la Zlecaf, mais aussi, il faut savoir les avantages que les acteurs pourraient en tirer.

Nous espérons que l'intégration de Madagascar à la Zlecaf permettra de développer les exportations de biens et services ainsi que les investissements », avait expliqué le MIC lors des consultations publiques dans le cadre de l'élaboration de la stratégie Zlecaf.

En 2018, la Grande île a fait partie des signataires de l'accord de la mise en place de cette zone économique. Toutefois, elle n'a pas encore ratifié de projet de loi relatif à cet accord. Avec une population dépassant 1,2 milliard de consommateurs et un Produit intérieur brut (PIB) combiné de

3 400 milliards de dollars, le potentiel économique de ce marché est considérable. Pour Madagascar, la diversification de ses partenaires commerciaux au-delà des marchés européens et asiatiques traditionnels est particulièrement attrayante.

Exportation : Des smokings valent 110 millions de dollars

ERIC RANJALAHY | 25 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

De fil en aiguille, les produits du textile et de l'habillement made in Madagascar se taillent une part importante sur le marché huppé et du luxe des exportations. L'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) révèle que l'an passé, aussi inattendu que cela puisse paraître, « les smokings ont été les vêtements les plus produits, d'un volume total de 10 300 tonnes pour pas moins de 110 millions de dollars en valeur ». Ce qui efface un peu l'image péjorative du pays au début de l'implantation des zones franches industrielles dans les années 80, comme un vivier d'effets vestimentaires de monsieur et madame Tout le monde.

Mais les pulls, chandails et cardigans n'ont pas été abandonnés pour autant. Ils figurent toujours sur le rayon des produits bien enroulés de Madagascar, qui en a confectionné 3 700 tonnes pour un montant total de 99 millions de dollars. Les tee-shirts et maillots fermés arrivent sur la troisième marche du podium avec 6 000 tonnes pour 67 millions de dollars.

Les grandes marques et les maisons à la renommée internationale ont été séduites et convaincues par les talents

insoupçonnés de ces petites mains, une main-d'œuvre abondante, perfectible, souvent rémunérée en-deçà de ce qu'elle vaut. Hermès, Prada et Chanel ont passé commande, cite l'EDBM, aux côtés de Lacoste, Nike et Levi's.

Madagascar, d'une année à l'autre, grâce à une organisation toujours améliorée de la filière textile et habillement, est devenu le premier exportateur des pays d'Afrique subsaharienne vers le marché européen, et le second vers les États-Unis.

Bon an, mal an, cette branche d'activités a toujours été l'une des mamelles de la croissance économique du pays. Des diplomates s'activent dans les coulisses des affaires à l'échelle mondiale pour la reconduction de l'AGOA, qui va expirer au mois de septembre d'une part, et pour le maintien de Madagascar dans le giron de cette disposition au régime fiscal avantageux pour les exportations vers les États-Unis, d'autre part. L'issue de la présidentielle américaine du 4 novembre risque d'influencer dans un sens ou dans un autre l'avenir de l'AGOA.

Avenir énergétique durable : Partenariat noué avec USAID et Power Africa

ANTSIA R. | 25 OCTOBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Madagascar et ses partenaires internationaux unissent leurs forces pour un avenir énergétique durable, visant à surmonter les défis énergétiques auxquels le pays fait face.

Un partenariat important pour transformer le paysage énergétique du pays. C'est ainsi que la partie malgache décrit le partenariat ayant fait l'objet d'une signature de convention hier, entre le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH), l'USAID et Power Africa. Lors d'un atelier organisé au Bois Vert à Ivato, les parties prenantes

ont martelé l'importance de l'accès à une électricité fiable, soucieuse de l'environnement et à coût abordable. En effet, l'accès à une électricité fiable reste limité, en particulier dans les zones rurales où une grande partie de la population continue de vivre sans électricité. Cette situation freine considérablement le développement

socio-économique, en affectant l'éducation, la santé, et les opportunités économiques. Selon le MEH, le Gouvernement malgache a multiplié les initiatives pour renforcer la production d'énergie, avec un accent particulier sur les sources renouvelables. Le soutien de partenaires comme USAID et Power Africa favorise la concrétisation de ces projets ambitieux.



Durable

Le programme Empower Southern Africa, financé par Power Africa et soutenu par USAID, s'étend sur cinq ans et vise à accroître l'accès à l'électricité dans la région, en se concentrant sur les énergies renouvelables. Ce

programme répond à trois grands objectifs : éradiquer la pauvreté énergétique, accélérer la transition vers une énergie sans carbone et renforcer l'investissement et l'innovation dans le secteur énergétique. Pour atteindre ces objectifs, plusieurs initiatives clés sont en cours. Le programme soutient le développement de projets d'énergie renouvelable à grande échelle tout en élargissant l'accès à l'énergie hors réseau, notamment pour les populations rurales isolées. Il vise également à renforcer les capacités des parties prenantes du secteur énergétique à travers des formations et des collaborations, et à améliorer les infrastructures pour la transmission et la distribution d'électricité. Par ailleurs, le programme s'implique dans la transition énergétique équitable. L'un des éléments majeurs de ce projet repose sur la promotion des partenariats public-privé. Le soutien des entreprises privées et des institutions financières est indispensable pour mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation de projets énergétiques de grande envergure. Ces collaborations permettent également d'introduire des technologies innovantes et des approches nouvelles pour garantir la durabilité des infrastructures énergétiques à long terme. Bref, en misant sur les énergies renouvelables et en renforçant les infrastructures électriques, Madagascar se donne les moyens de garantir un avenir plus stable, résilient et prospère à ses citoyens.

Port d'Ehoala : 1 314 navires reçus en 15 ans

EDMOND R. | 25 OCTOBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Un bilan plutôt encourageant pour le port d'Ehoala qui célèbre cette année son 15^e anniversaire.

Depuis son ouverture en juillet 2009, cette grande infrastructure située à Fort-Dauphin a reçu au total 1 314 navires.

Grand contributeur. Plus précisément 1 182 navires publics, 219 navires minéraliers, et 68 navires de croisière transportant à bord un total de 51 457 croisiéristes ont été traités par le port d'Ehoala depuis son lancement. Une performance qui donne à ce port un statut de grand contributeur de la région Anosy, mais également de l'ensemble du pays. Ce port redonne aussi un nouveau souffle pour le tourisme dans le sud, grâce à ces bateaux de croisière. En effet, plus de 60 paquebots ont accosté au port au cours de ses années d'existence. En tout cas, Ehoala est considéré comme l'un des plus grands ports en eaux profondes dans l'océan Indien. Et ce, avec des activités portuaires variées comme la réception de tous types de navires dont les porte-conteneurs, les vraquiers, les pétroliers...

PPP. Le port d'Ehoala est aussi la preuve vivante de l'efficacité du partenariat public privé (PPP), entre l'État malgache et Rio Tinto QMM, acteur principal de l'exploitation d'ilménite de Fort-Dauphin. Construit grâce

à un investissement de 256 millions de dollars, ce port respecte les normes internationales en matière de sécurité et de protection de l'environnement. Au bout de ces quinze années d'existence, le port d'Ehoala a apporté de l'innovation dans le domaine social, touristique, et maritime, à Fort-Dauphin. La construction du port fait partie du projet Pôles Intégrés de Croissance financé par la Banque mondiale et Rio Tinto. Ehoala Port entreprend également d'autres activités, notamment l'accueil des opérateurs et investisseurs sur la zone d'investissement d'Ehoala Park, un projet conçu avec la LPSA depuis 2009. Ensuite, un projet social avec SOS Villages d'Enfants et l'université publique dans le cadre de la mise en place du parc solaire et le premier parc éolien à Madagascar de 30 MW pic. Ainsi que le projet concentré sur les NTIC avec TOM SA.

Secteur minier : l'Allemagne s'engage à soutenir Madagascar

ARH | 25 OCTOBRE 2024 | LES NOUVELLES

L'Allemagne réaffirme son engagement à soutenir Madagascar, dans le développement du secteur minier en étroite collaboration avec les entreprises allemandes. Et la visite de courtoisie du nouvel ambassadeur de la République d'Allemagne à Madagascar, Oliver Knoerich, auprès du ministre des Mines, le Dr Herindrainy Olivier Rakotomalala, hier à Ampandrianomby, a été une occasion pour les deux pays d'identifier des pistes de coopération. Un début d'un dialogue prometteur. Le diplomate allemand a surtout exprimé sa volonté

d'explorer des opportunités de partenariat durable entre les deux nations. Le ministre Olivier Rakotomalala a, pour sa part, souligné que l'Allemagne est un important allié stratégique en matière de transformation de produits miniers, un domaine où les technologies de pointe allemandes sont reconnues. Il a également évoqué la diversification des sources d'approvisionnement de matières premières, en faveur du secteur minier malgache. Le nouveau code minier a également été évoqué durant cet entretien.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

